

“Il y a eu toute une série d’incendies criminels à Brême (Allemagne), principalement contre des sociétés immobilières. Dans le cadre de son travail d’enquête, la police s’est heurtée à un obstacle de taille.”

“Ils ne sont pas stupides. Ils ne prennent pas leur téléphone portable avec eux, bien sûr.”

par Weser-Kurier, journal mainstream
weser-kurier.de

2020



Mise en page par le Centre de documentation sur la contre-surveillance (csrc.link)



Les incendies criminels ne sont toujours pas élucidés. Les enquêteurs établissent des profils de coupables.

Il y a eu toute une série d'incendies criminels à Brême [Note du CSRC : en Allemagne], principalement contre des sociétés immobilières. Dans le cadre de son travail d'enquête, la police s'est heurtée à un obstacle de taille.

L'année 2019 a été marquée par une série d'incendies criminels récurrents et de dégâts matériels à Brême, et cinq incendies criminels ont déjà été signalés pour le premier semestre 2020. Les bâtiments et les véhicules appartenant à des sociétés immobilières ont été les principales cibles, mais la police a également été attaquée à plusieurs reprises récemment. Ces actions sont vraisemblablement le fait d'extrémistes de gauche, du moins c'est ce qu'indiquent les communiqués. Pour enquêter sur les incendies criminels, la police a créé un groupe d'enquête "incendie". Mais jusqu'à présent, elle n'a pas réussi à identifier un seul coupable. Le sénateur de l'Intérieur Ulrich

mers. "Mais nous avons besoin de beaucoup de persévérance dans des cas comme celui-ci, nous devons rassembler beaucoup de pièces jusqu'à ce que, peut-être, à un moment donné, une vision complète émerge." Osmers n'a pas commenté les détails de ce travail d'enquête. Il est évident que la police ne se limite pas à la recherche classique d'indices, mais qu'elle établit également des profils de coupables et de groupes. Elle utilise même des chiens pisteurs pour poursuivre les incendi-aires.

Ni Mäurer ni Osmers ne pensent que Brême, parmi toutes les villes, a actuellement un problème particulièrement important avec les extrémistes de gauche. "Ce problème a également existé dans le passé sous d'autres coalitions", déclare le sénateur de l'Intérieur. Et il n'y a pas non plus de distinction notable entre les partis, ajoute-t-il. "Nous faisons tous partis de l'appareil répressif de l'État qui est attaqué." Osmers résume la situation : "Nous sommes confrontés à un défi de taille. Comme les autres grandes villes."

ce qui fait tomber les criminels normaux, on ne l'a pas ici." Il n'y a même pas de vantardise dans la sphère privée, ce qui est assez courant chez les autres criminels, ajoute-t-il. "Les responsables agissent de manière trop conspiratrice pour cela".

"Il est peu probable qu'il s'agisse de ceux qui sont ouvertement violents lors des manifestations."

Le fait que le milieu des gauchistes violents à Brême soit relativement solide et stable depuis des années n'aide pas non plus. L'Office pour la protection de la constitution estime qu'il est composé d'environ 200 personnes. "L'observation des masses ne nous mène nulle part", déclare Osmer. "Il est peu probable qu'il s'agisse de ceux qui sont ouvertement violents lors des manifestations." Pour les incendiaires, le risque d'être arrêtés dans ce type d'actions est beaucoup trop élevé, ajoute-t-il.

Ce qui ne signifie évidemment pas que la police reste inactive. "Nous essayons d'être tout aussi organisés pour les contrer", souligne Os-

Mäurer (SPD) et le chef de la police criminelle Jürgen Osmer en expliquent les raisons dans une interview.

En 2018, il y a eu 119 incendies criminels dans tout le pays qui ont été attribués à des extrémistes de gauche, a indiqué Mäurer en citant les statistiques de l'Office fédéral de la police criminelle [*Note du CSRC: Bundeskriminalamt (BKA)*]. "Savez-vous combien de suspects ont été identifiés pour tout ça ? Deux au total." Un autre élément est important pour le sénateur de l'Intérieur sur ce point. Selon lui, il ne faut pas croire que la question de l'extrémisme n'est pas prise au sérieux à Brême. Depuis son entrée en fonction, les effectifs du Service de protection de l'État [*Note du CSRC: un département du BKA*] sont passés de 35 à 75, et ceux de l'Office de protection de la constitution [*Note du CSRC: agence de renseignements allemande*] de 40 à 70. "Avec le département d'analyse, ce sont environ 150 employés qui s'occupent de ce sujet", explique Mäurer.

Aucune connaissance préalable importante n'est requise

Le taux extrêmement faible de résolution de ces affaires n'est ni une question purement locale, ni une question d'effectifs, souligne Mäurer. Il s'agit plutôt, selon lui, d'une question de criminalité : il n'est pas nécessaire d'avoir de connaissances préalables importantes pour commettre un tel incendie criminel, et les moyens de le faire sont à la disposition de n'importe qui, sans restriction. "C'est très simple. Même des enfants ou des adolescents pourraient le faire".

Mais ce ne sont pas des enfants ou des adolescents qui mettent le feu aux bâtiments et aux véhicules. Il est également peu probable qu'il s'agisse de gauchistes désordonnés ayant un penchant pour les dégâts matériels. Selon les estimations de la police, il s'agit plutôt de petits groupes de personnes plus âgées ayant une certaine expérience et bien organisées. Pour Osmer, chef de la police criminelle, c'est là l'essentiel du problème. Les coupables ont agi délibérément et procédé

avec tactique, en veillant toujours à ne pas laisser de traces. De la préparation au repli, en passant par l'exécution, chaque phase du crime est planifiée - jusqu'au comportement prévu en cas de confrontation avec les services de sécurité.

"Nous avons donc très peu de points de départ dans ces affaires", explique Osmer. De toute façon, il y a rarement des traces exploitables après un incendie, et il n'y a aucun espoir que les caméras de surveillance viennent en aide. Les incendiaires agissent masqués, entièrement vêtus de noir, et sont parfois même accompagnés de grands parapluies pour éviter que la police n'apprenne leur façon de marcher ou de se déplacer.

Il en va de même pour les traces numériques. Les téléphones portables qui permettent aux enquêteurs de déterminer où se trouvaient les suspects au moment du crime grâce à l'analyse des antennes téléphoniques ? Osmer n'en parle pas. "Ils ne sont pas stupides. Ils ne prennent pas leur téléphone portable avec eux, bien sûr." Et si une perquisition a lieu dans un appartement, rien ne sera trouvé sur les ordinateurs des suspects. "Tout